

FORMULAIRE DE DEMANDE DE SUBVENTION
PAR UNE ASSOCIATION
Pour l'année scolaire 2021/2022

Elu en charge :	Date de réception du dossier : / /
	Date de remise au service : / /

Réservé aux services municipaux

IDENTIFICATION DE L'ASSOCIATION
(à remplir par l'Association)

Nom de l'association :

Objet de l'association :

Adresse du siège social : _____

Code postal : _____ Ville :- _____

Téléphone(s) : _____ Fax : _____

E-mail @ :- _____

Site internet : _____

Nom du président : _____ Téléphone : _____

Adresse du président : _____

Nom de la personne à contacter : _____ Téléphone : _____

Inscription au Journal Officiel N° : _____ Date : -- / -- / ----

N° SIRET : _____

Nombre d'adhérents ou de licenciés : _____

Montant de la cotisation annuelle : _____

Montant de la subvention demandée :

Merci d'apposer ici un Relevé d'Identité Bancaire ou Postal

PROJET D'UTILISATION de la subvention sollicitée			
<ul style="list-style-type: none"> Subvention de fonctionnement 			
<ul style="list-style-type: none"> Subvention d'un projet spécifique <i>(joindre un budget prévisionnel détaillé du projet)</i> 			
<ul style="list-style-type: none"> Subvention d'équipement <i>(matériel informatique, mobilier)</i> 			
<ul style="list-style-type: none"> Autres : 			
Préciser l'intérêt de la demande pour la collectivité :			
La manifestation a un caractère : local départemental régional national international (entourer la réponse qui correspond)			
Préciser le programme prévisionnel des activités - objets de la demande : <i>(rajouter des pages si nécessaire)</i>			

Rappel de quelques données financières (à renseigner obligatoirement) :

Années	Total recettes	Subvention ville	Autres subventions	Cotisations	Autres produits	Observations
2021						
2020						
2019						

Répartition des adhérents et/ou licenciés

	moins de 15 ans	15 ans à 18 ans	plus de 18 ans
ALBIGNY SUR SAONE			
Hors ALBIGNY SUR SAONE			

ANNEXE 1 — Exercice 2021

Liste des pièces à fournir par votre association :

Libellé	Document	Cadre réservé à l'administration
Le compte de résultat 2020 approuvé par l'Assemblée Générale (imprimé joint en annexe 2)		
Le budget prévisionnel de l'année civile 2022 comportant le montant de la subvention sollicitée (imprimé joint en annexe 3)		
Programme prévisionnel des activités 2021/2022 ou 2022, faisant objet de la demande		
Le rapport d'activité de l'exercice en cours 2021 et compte de résultats (annexe 4) – Compte rendu d'AG ou document descriptif		
La composition du bureau de l'association avec le nom des membres et leur adresse		
L'attestation d'assurance de responsabilité Civile de l'année et locative 2021/2022		
Les statuts de votre association		

**Le DOSSIER sera à retourner avant le 31 décembre 2021,
accompagné d'un courrier adressé à Monsieur Le Maire
à la Mairie d'Albigny sur Saône
25 avenue Gabriel Péri, 69250 ALBIGNY SUR SAONE**

La demande de subvention ne pourra être prise en considération que lorsqu'elle sera dûment complétée, accompagnée de l'ensemble des documents précités et reçue avant la date mentionnée.

ANNEXE 2 — Compte de résultats 2020

Charges	2020	Produits	2020
60 Achats		70 Ventes de produits et prestations de service	
Fournitures d'activités		Ventes de produits	
Fournitures administratives			
Alimentation		Participations des usagers	
Petits équipements			
Pharmacie		Location	
Entretien		Mise à disposition de personnel	
61 Services extérieurs			
Locations		Prestations de services	
Assurances		Entrées	
62 Autres services extérieurs		74 Subventions de fonctionnement	
Personnel extérieur			
Publicité / publication		Etat (préciser)	
Transports et déplacement			
Frais postaux et téléphone		Région (préciser)	
Réception			
		Département (préciser)	
63 Impôts et taxes			
		Ville d'Albigny sur Saône (reçu en 2020)	
64 Charges de personnel			
Personnel permanent		Caisse d'Allocations Familiales	
Personnel temporaire			
Emplois aidés (préciser)		Autres (préciser)	
65 Autres charges		75 Autres produits de gestion courante	
Droits d'auteurs (SACEM, SACD etc)		Adhésions	
Adhésion fédération			
66 Charges financières		76 Produits financiers	
67 Charges exceptionnelles		77 Produits exceptionnels	
68 Dotations aux amortissements		78 Reprises sur amortissements	
Charges supplétives		Contrepartie charges supplétives	
TOTAL DES CHARGES		TOTAL DES PRODUITS	

ANNEXE 3 — Budget prévisionnel 2022

Charges	2022	Produits	2022
60 Achats		70 Ventes de produits et prestations de service	
Fournitures d'activités		Ventes de produits	
Fournitures administratives			
Alimentation		Participations des usagers	
Petits équipements			
Pharmacie		Location	
Entretien		Mise à disposition de personnel	
61 Services extérieurs			
Locations		Prestations de services	
Assurances		Entrées	
62 Autres services extérieurs		74 Subventions de fonctionnement	
Personnel extérieur			
Publicité / publication		Etat (préciser)	
Transports et déplacement			
Frais postaux et téléphone		Région (préciser)	
Réception			
		Département (préciser)	
63 Impôts et taxes			
		Ville d'Albigny sur Saône (demande)	
64 Charges de personnel			
Personnel permanent		Caisse d'Allocations Familiales	
Personnel temporaire			
Emplois aidés (préciser)		Autres (préciser)	
65 Autres charges		75 Autres produits de gestion courante	
Droits d'auteurs (SACEM, SACD etc)		Adhésions	
Adhésion fédération			
66 Charges financières		76 Produits financiers	
67 Charges exceptionnelles		77 Produits exceptionnels	
68 Dotations aux amortissements		78 Reprises sur amortissements	
Charges supplétives		Contrepartie charges supplétives	
TOTAL DES CHARGES		TOTAL DES PRODUITS	

ANNEXE 4 - Exercice en cours (2021) et prévu

Charges	2021	Produits	2021
60 Achats		70 Ventes de produits et prestations de service	
Fournitures d'activités		Ventes de produits	
Fournitures administratives			
Alimentation		Participations des usagers	
Petits équipements			
Pharmacie		Location	
Entretien		Mise à disposition de personnel	
61 Services extérieurs			
Locations		Prestations de services	
Assurances		Entrées	
62 Autres services extérieurs		74 Subventions de fonctionnement	
Personnel extérieur			
Publicité / publication		Etat (préciser)	
Transports et déplacement			
Frais postaux et téléphone		Région (préciser)	
Réception			
		Département (préciser)	
63 Impôts et taxes			
		Ville d'Albigny sur Saône (reçue en 2021)	
64 Charges de personnel			
Personnel permanent		Caisse d'Allocations Familiales	
Personnel temporaire			
Emplois aidés (préciser)		Autres (préciser)	
65 Autres charges		75 Autres produits de gestion courante	
Droits d'auteurs (SACEM, SACD etc)		Adhésions	
Adhésion fédération			
66 Charges financières		76 Produits financiers	
67 Charges exceptionnelles		77 Produits exceptionnels	
68 Dotations aux amortissements		78 Reprises sur amortissements	
Charges supplétives		Contrepartie charges supplétives	
TOTAL DES CHARGES		TOTAL DES PRODUITS	

ANNEXE 5 — Situation financière

Avec copie des derniers relevés de compte courant / livret / placement

Situation de trésorerie

Caisse
Banque(s)
Valeurs mobilières de placement
Découvert bancaire
Total

Produits à recevoir sur 2022

Participation usagers	
Solde prestation (CAF, etc...)	
Subventions (ayant fait l'objet d'un courrier d'accord)	
Autres	
Total	

Dettes fournisseurs	
Charges sociales	
Autres	
Total	

Je soussigné(e)

auteur de la présente demande de subvention, certifie l'exactitude des éléments composants le dossier.

A Albigny sur Saône,

Le

Signature

Différents textes à connaître

Différents textes de loi précisent les relations entre les collectivités locales et les associations qui bénéficient de subventions ou/et de prestations en nature.

1- En premier lieu, le **décret-loi du 30 octobre 1935**, article 1^{er} repris par le Code général des collectivités territoriales (article L. 1611.4) impose certaines obligations :

« **Toute association, oeuvre ou entreprise ayant reçu une subvention peut être soumise au contrôle des délégués de la commune qui a accordé cette subvention.** Tous groupements,

associations, oeuvres ou entreprises privées qui ont reçu dans l'année en cours une ou plusieurs subventions sont tenus de fournir à l'autorité qui a mandaté la subvention une copie certifiée de leur budget et de leurs comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de leur activité. Tout refus de communiquer à la collectivité sollicitée, les pièces comptables justificatives ou l'insuffisance des renseignements fournis par le bénéficiaire peut entraîner la suppression de la subvention ou de son remboursement ». De plus, un autre décret-loi, en date du 2 mai 1938, précise que les associations bénéficiaires de subventions de l'Etat ne peuvent reverser tout ou partie de la subvention perçue à d'autres associations sans l'autorisation expresse du financeur public. La jurisprudence a étendu cette obligation aux collectivités territoriales.

Enfin, depuis une instruction du ministère de l'Economie et des Finances du 5 août 1988, les subventions affectées à un projet spécifique, non utilisées globalement ou partiellement

doivent être reversées l'organisme donateur.

2 — Plus récemment, la loi d'orientation N° 92.125 du 6 février 1992 relative à l'Administration territoriale de la République, dite « loi ATR » ou « loi JOXE », (décret du 27 mars 1993) impose aux collectivités locales l'obligation de communication des comptes de certaines associations subventionnées (article 13).

Désormais, toute collectivité territoriale doit annexer à son propre budget (budget et compte administratif) **le bilan certifié conforme** du dernier exercice connu de tous les organismes contrôlés ou subventionnés par el le **pour une somme supérieure à 75 000 euros, ou correspondant à plus de 50 % de leur budget.**

Il est important de rappeler que la loi fait appel à la notion de bilan qui renvoie aux termes de l'article 9 du Code du Commerce. Ainsi, les états comptables d'arrêts recettes-dépenses, tenus par un grand nombre d'associations ne correspondent pas aux exigences légales. En effet, toutes les associations, sans exception, doivent présenter leurs comptes selon les exigences légales et les faire certifier ; **c'est en général au président de l'association** qu'incombe cette tâche. Cependant, la loi impose le cas échéant, selon l'importance de l'organisme subventionné ou la nature de l'activité exercée, de faire appel à un commissaire aux comptes (loi du 1^{er} mars 1984 — décret du 1^{er} mars 1985).

3 — L'article 81 de la **loi N° 93-122 du 29 janvier 1993** relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques, organise un encadrement comptable des associations destiné à améliorer

la transparence, pour une meilleure information des élus et des contribuables locaux. Ainsi, toute association recevant plus de 150 000 euros de subventions publiques, d'une ou de plusieurs collectivités publiques, doit obligatoirement établir des comptes annuels et s'attacher les services d'un commissaire aux comptes.

4 — L'article 10 de la **loi N° 2000-321 du 12 avril 2000** impose une convention pour une subvention dépassant 23 000 € et organise les conditions de transmission des documents des associations vers le public et les autorités préfectorales.

